SUPPLÉMENT AU N° 140
JANVIER 2010

LES ANNALES DE LA VOIRIE
REVUE MENSUELLE D'ACTUALITÉ JURIDIQUE

TABLES ANALYTIQUES 2009

numéros 132 à 139

Avis – Afin de permettre aux lecteurs des *Annales de la Voirie* d'effectuer toute recherche d'information sur les numéros déjà parus, nous publions une table analytique des sujets traités chaque année, classés par catégorie (cours et tribunaux, textes et documents, chroniques et opinions). Nous ne référençons que les textes juridiques qui ont fait l'objet d'une publication ou d'un commentaire. En conséquence, les informations publiées dans nos panoramas de jurisprudence et de réglementation ne sont pas référencées ici. Pour retrouver les textes ou analyses recherchés, il suffit de se reporter au numéro des *Annales de la Voirie* indiqué (*AV* n°…).

- **Cours et Tribunaux** p. II
- **Textes et Documents** p. III
- **Chroniques et opinions** p. IV
- **Dossier spécial** p. IV

ANNALES DE LA VOIRIE
Rédaction :
38, rue Croix-des-Petits-Champs, CS30016
75038 Paris Cedex 01
Tél. : 015345 8916
Fax : 0153458911
contact@annalesdelavoirie.com

Directeur de la publication
Charles-Henry DUBAIL

COMITÉ DE RÉDACTION

Jean-Pierre Amadéi
Docteur en droit,
Avocat

Marie-Odile Avril
Ancien chargé de mission
au ministère de l'Équipement

Stéphane Braconnier
Professeur de droit public
Directeur du DESS marchés publics
et délégations de service public
à l'Université de Poitiers

François Duval
Chargé du bureau de la réglementation
et du contentieux à la direction des routes

Claude Grange
Docteur en droit, avocat,
Chargé de formation à l'École nationale
des Ponts et Chaussées

Robert Rézenthel
Docteur en droit,
Secrétaire général de l'Association
internationale des juristes portuaires

Cours et Tribunaux

CHEMINS RURAUX

- La qualification et le régime des sentiers d'exploitation
  TA Clermont-Ferrand, 30 juin 2009, Rongier, req. n° 082016
  Samuel Déliancourt, conseiller au tribunal administratif de Clermont-Ferrand, chargé d'enseignement à la faculté de droit et de science politique de Clermont-Ferrand
  AV n° 138, p. 11

CIRCULATION

- Circulation des véhicules motorisés dans les espaces naturels : les dernières difficultés de la loi Lalonde effectivement levées par la chambre criminelle
  Cass. Crim. 18 novembre 2008, n° 08-83820
  Raymond Leost, docteur en droit, chargé d'enseignement à l'Université de Brest
  AV n° 133, p. 11

DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

- Les projets autoroutiers en cours maintenus malgré le Grenelle
  CE, 21 mai 2008, Fédération Sepanso et autres, n° 301688, CE, 21 mai 2008, Association Aquitaine alternatives et autres, n° 301689
  Simon Charbonneau, maître de conférence honoraire à l'Université de Bordeaux.
  AV n° 135, p. 14

DOMAINE PUBLIC

- Une commune ne peut légalement mettre à disposition d'une société une dépendance de son domaine public sans contrepartie
  TA Clermont-Ferrand, 9 juillet 2008, Loubeyre, req. n° 071985
  Samuel Déliancourt, conseiller au tribunal administratif de Clermont-Ferrand, chargé d'enseignement à la faculté de droit et de science politique de Clermont-Ferrand
  AV n° 133, p. 12

- Les pontons "orphelins" : un nouveau recul dans la protection du domaine public maritime
  CE, 31 décembre 2008, SCI du Cap, n° 301378
  Xavier Braud, maître de conférences à l'Université de Rouen
  AV n° 136, p. 15

- La rupture anticipée d'une convention d'occupation domaniale : de l'équilibre entre prérogatives du gestionnaire et droits de l'occupant
  CE, 7e et 2e sous-sections réunies, 31 juillet 2009, Société Jonathan Loisirs, req. n° 316534
  Christophe Mondou, maître de conférences, Université Lille Nord de France – CRD & PD
  AV n° 138, p. 15

- Incorporation des voiries nationales dans le domaine public des collectivités territoriales
  CE, 25 septembre 2009, commune de Coulomby, n° 310873
  Jean-Noël Maury, juriste
  AV n° 139, p. 16

MARCHÉS PUBLICS

- Délit de favoritisme et contrats « *in house* »
  Cass. crim., 25 juin 2008, M.X., n° 07-88373
  Claude Grange, docteur en droit avocat au Barreau de Paris
  AV n° 132, p. 15

- Les conditions d'indemnisation des travaux indispensables
  CAA Marseille, 15 octobre 2009, Sociétés Razel et Guintoli, n° 07MA02828
  François Bozzi, chef de bureau des affaires juridiques de la route SG/DAJ/AJET/AJET2
  AV n° 139, p. 17

OUVRAGE PUBLIC

- La protection du littoral cale devant l'ouvrage public irrégulier
  CE, 13 février 2009, Communauté de communes du canton de Saint-Malo-de-la-Lande, n° 295885
  David-André Camous, maître de conférences, Institut d'Études Politiques - Université de Lyon
  AV n° 136, p. 17

SIGNALISATION

- Responsabilité administrative d'une commune littorale après un accident de baignade
  CE, 25 juin 2008, M. Efoé Amegboh et Mme Sabine Roseman, req. n° 295849
  Sébastien Le Briero, docteur en droit public, avocat au Barreau de Paris
  AV n° 132, p. 18

TRANSPORTS

- Le déclassement d'une voie ferrée est un acte réglementaire
  TA Nantes 21 juillet 2008, Fédération nationale des associations d'usagers des Transports-Pays de Loire, n° 02789
  Xavier Braud, Maître de Conférences à l'Université de Rouen
  AV n° 133, p. 15

- Le Conseil d'État rejette les recours contre l'avenant au contrat de concession de l'autoroute A89
  CE, 8 avril 2009, Association Alcaly, n° 290604
  Jean-Noël Maury, juriste
  AV n° 137, p. 16

TRAVAUX

- Travaux exécutés d'office par une commune en cas de risques d'éboulements nés sur une propriété privée mais mettant en péril des habitants : qui supporte au final le montant desdits travaux ?
  Cass. Civ., 1re, 28 novembre 2007, n° 06-19405
  Samuel Déliancourt, conseiller au tribunal administratif de Clermont-Ferrand, chargé d'enseignement à la faculté de droit et de science politique de Clermont-Ferrand
  AV n° 134, p. 10

Textes et Documents

MARCHÉS PUBLICS

- Transaction mode d'emploi
  Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique, JO, 18-09-2009, p. 15230
  François Bozzi, chef de bureau des affaires juridiques de la route SG/DAJ/AJET/AJET2
  AV n° 138, p. 19

PORTS

- L'extension des autorisations domaniales dans les ports maritimes
  Loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés (article 21), JO, 18-02-2009, p. 2841
  Robert Rezenthel, docteur en droit, chargé de cours à l'Université de Lille II
  AV n° 136, p. 21

- L'harmonisation et la coordination en matière de contrôle des navires par l'État du port
  Directive 2009/16/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au contrôle par l'État du port (JOUE L.131, 28-05-2009, p. 57)
  Robert Rezenthel, docteur en droit, chargé de cours à l'Université de Lille II
  AV n° 137, p. 19

TRANSPORTS

- Vers la création d'une nouvelle autorité de régulation du secteur ferroviaire
  Sénat- Projet de loi n° 501 relatif à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et guidés et portant diverses dispositions relatives aux transports - 10 septembre 2008
  Philippe S. Hansen, avocat au Barreau de Paris
  AV n° 132, p. 21

- La modernisation de la gestion des voies navigables
  Décret n° 2008-1321 du 16 décembre 2008 relatif à Voies navigables de France, au transport fluvial et au domaine public fluvial
  JO, 17-12-2008, p. 19220
  Jean-Pierre Bouchut, directeur des affaires juridiques et de la commande publique, Voies navigables de France
  AV n° 133, p. 18

- Du nouveau en matière d'évaluation de la sécurité des transports guidés
  Décret n° 2008-1307 du 11 décembre 2008 modifiant le décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés, JO, 13-12-2008, p. 19027
  Olivier Occhipinti, attaché principal d'administration
  AV n° 134, p. 16

- L'organisation des transports scolaires en Île de France, un processus de transfert de compétences de l'État vers le STIF, inscrit dans la durée
  Décret n° 2009-954 du 29 juillet 2009 relatif aux modalités de transfert des services ou parties de services déconcentrés de l'État qui participent à l'exercice des compétences transférées au syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) en matière de plan de déplacements urbains, d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires ainsi que de remboursement des frais de déplacement des élèves et étudiants handicapés, JO, 02-08-2009, p. 12913
  Dominique Muller, STIF, affaires juridiques, marchés publics et patrimoine
  AV 138, p. 21

- Positionnement de la Commission européenne en matière de sécurité ferroviaire
  Communiqué de la Commission européenne - 8 septembre 2009 - IP/09/1283
  Mélanie Kohler, juriste à la SNCF
  AV n° 139, p. 19

TRANSPORT MARITIME

- La convention « hydrocarbures de soute » : un nouvel instrument international d'indemnisation des victimes de pollution par les hydrocarbures
  Convention sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute, 23 mars 2001, (JOUE L. 256, 25-09-2002, p. 9).
  Martine Le Bihan Guénolé, maître de conférences à l'Université du Havre, responsable du master Droit de la mer et des activités portuaires
  AV n° 134, p. 20

TRAVAUX

- L'ordonnance du 15 juillet 2009 relative aux concessions de travaux publics
  Ordonnance n° 2009-864 du 15 juillet 2009 relative aux contrats de concession de travaux publics, JO, 16 juillet 2009 p. 11853
  Alain Boyer, maître de conférence à l'Université du Sud Toulon Var, centre de droit et de politique comparés J.-C. Escarras
  AV n° 139, p. 20

Chroniques et Opinions

- **Le nouveau Code des marchés publics 2009**
  Par **Patrice Cossalter**, avocat au Barreau de Lyon
  AV n° 132, p. 11
- **L'évolution de la gestion portuaire,**
  Par **Robert Rezenthel**, docteur en droit, chargé de cours à l'Université de Lille I
  AV n° 133, p. 7
- **La pratique du nouvel d'appel d'offres,**
  Par **Patrice Cossalter**, avocat au Barreau de Lyon
  AV n° 134, p. 7
- **Autoroutes concédées : en route pour la qualité ? Bilan des réclamations (2003-2006)**
  Par **Thierry Sportouche**, juriste, DGITM
  AV n° 135, p. 10
- **La pratique des nouvelles procédures adaptées,**
  Par **Patrice Cossalter**, avocat au Barreau de Lyon
  AV n° 136, p. 11
- **Le nouveau référé pré-contractuel et contractuel**
  Par **Patrice Cossalter**, avocat au Barreau de Lyon
  AV n° 137, p. 11
- **Prospective de gestion du domaine public maritime et cadastre marin**
  Par **Pierre Boissery**, expert littoral à l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et **Max Falque**, délégué général de l'*international center of research on environmental issues* (ICREI)
  AV n° 138, p. 7
- **Fixation rétroactive des tarifs pour occupation du domaine public**
  Par **Samuel Déliancourt**, conseiller au tribunal administratif de Clermont-Ferrand, chargé d'enseignement à la faculté de droit et de science politique de Clermont-Ferrand
  AV n° 139, p. 10

Dossier spécial

Dossier Spécial :
Les partenariats public-privé : Une réelle opportunité ?

- Ingénierie des partenariats public-privé - Le contrat de PPP et les autres contrats de la commande publique
  David-André Camous, co-directeur I3P, Université de Lyon – Institut d'Études Politiques
  AV n° 135, p. 17
- La loi relative aux contrats de partenariat public-privé du 28 juillet 2008 devant le Conseil constitutionnel
  Marc Frangi, maître de conférences, IEP de Lyon
  AV n° 135, p. 20
- Les PPP sont-ils une opportunité pour les PME ?
  Jean-Yves Marillet, secrétaire général de la fédération du bâtiment et des travaux publics de l'Ain
  AV n° 135, p. 24
- Le contentieux des contrats de partenariat devant le juge pénal
  Eric Mazaud, magistrat, secrétaire général du Parquet général de Lyon
  AV n° 135, p. 26